



PRÉFET DE LA RÉUNION

Préfecture

Direction de la citoyenneté et de
la légalité

Bureau du contrôle de légalité et
de la coopération intercommunale

ARRÊTÉ N° 3394
Enregistré le 30 octobre 2019
portant constatation de la composition du conseil communautaire
de la Communauté d'agglomération du sud

LE PRÉFET DE LA RÉUNION
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-6-1 ;
- VU** le décret n° 2018-1328 du 28 décembre 2018 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- VU** le décret n° 2019-928 du 4 septembre 2019 fixant la date du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, et portant convocation des électeurs ;

CONSIDÉRANT l'absence de délibérations des communes du Tampon, de Saint-Joseph, de l'Entre-Deux et de Saint-Philippe approuvant le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du sud lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;

CONSIDÉRANT qu'à défaut d'accord local valide adopté dans les délais prévus par la loi, la composition de l'organe délibérant est établie selon les règles de droit commun prévues aux II à V de l'article L.5211-6-1 du CGCT ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}: Le nombre de sièges de conseiller communautaire de la Communauté d'agglomération du sud est fixé à 48 répartis ainsi qu'il suit entre les communes membres :

- Le Tampon : 24 sièges
- Saint-Joseph: 19 sièges
- Entre-Deux : 3 sièges
- Saint-Philippe : 2 sièges

ARTICLE 2 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la date du prochain renouvellement général des conseils municipaux. L'arrêté préfectoral n°2045 du 29 octobre 2013 portant constatation de la composition du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du sud est abrogé à compter de cette même date.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Pierre, les maires des communes membres de la Communauté d'agglomération du sud et le président de cette même communauté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion.

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général



Frédéric JORAM

Délais et voies de recours : La présente décision peut faire l'objet d'un un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.